

Prêt à régner ?

LUC VAN CAMPENHOUDT

Le souverain, c'est le peuple. C'est le roi Albert II lui-même qui l'a dit. Pas n'importe quand. Au moment d'annoncer son abdication « en faveur » de son fils Philippe et à peine une petite année avant l'échéance tant redoutée de mai 2014. En guise d'hommage au vieux monarque, prenons au mot son message ultime et soyons radicalement démocratiques.

Encore faut-il que le peuple exerce au mieux ce pouvoir qu'il est censé détenir. Ce n'est pas être conservateur, élitiste ou partisan d'un pouvoir fort que de dire qu'il ne suffit pas de décréter que le peuple est le souverain pour qu'il devienne automatiquement apte à l'être correctement. Ce n'est pas parce qu'une capacité existe qu'elle est automatiquement effective. Aussi intelligent, instruit et critique soit-il, un individu peut parfois se laisser emporter par la passion ou par une émotion collective. Son jugement peut être aveuglé par une ambition personnelle, une frustration ou un désir de vengeance. Parfois il peut énoncer sans recul le discours convenu de l'institution, de l'entreprise ou du groupe dont il fait partie. Il peut simplement être mal informé.

Et qui en est bon juge ? Nous avons tous tendance à penser que le peuple est apte à décider et mûr pour la démocratie s'il partage nos propres convictions et si les décisions finalement prises par ses représentants sont conformes à nos vœux. Mais la démocratie suppose d'accepter qu'au bout du compte ce qui est décidé, par exemple en matière de structures de l'État, ne corresponde pas à nos souhaits. Il faut alors être assez démocrate pour l'accepter et recomposer autrement l'existence collective.

La pilule est parfois d'autant plus amère que les motivations des choix électoraux et les ressorts de l'action politique ne sont pas forcément vertueux et n'ont, le plus souvent, qu'un lointain rapport avec de bons sentiments démocratiques. En réalité, la démocratie réclame moins des citoyens et représentants politiques vertueux qu'un système vertueux, c'est-à-dire un système qui, d'une part, contraint ses citoyens

et leurs représentants à adopter malgré eux un comportement vertueux (se donner la peine d'aller voter, s'engager pour l'intérêt collectif, accepter le débat dans l'espace public, respecter l'adversaire, justifier publiquement ses décisions...) et à respecter un certain nombre de règles et de procédures dites démocratiques, et qui, d'autre part, parvienne à conjuguer efficacité et légitimité. Il a fallu du temps et bien des conflits pour y arriver et des ajustements sont régulièrement indispensables, mais, au moins, faire fonctionner la démocratie est-elle aujourd'hui à notre portée. À chaque étape cruciale de notre histoire, comme ces temps incertains, elle n'en est pas moins à re-mériter et à reconquérir.

Si l'on souhaite que le peuple soit aussi bon souverain que possible, c'est d'abord en amont des élections, négociations et décisions qu'il faut agir, sur le processus démocratique lui-même et dès maintenant, à différents niveaux.

Une condition de base pour qu'un peuple soit un bon souverain est sa capacité à définir les problèmes qui méritent la plus grande attention et à les poser intelligemment. Parce qu'elle est déjà un enjeu en elle-même, cette définition des problèmes est l'objet de multiples tentatives, intentionnelles et/ou inconsciemment guidées par des idées toutes faites, d'orienter d'emblée la discussion dans certaines directions et de la détourner d'autres voies possibles, de rendre certains problèmes et certaines façons de les poser normaux et légitimes, et d'autres, inconcevables et illégitimes.

À cet égard, deux phénomènes parmi bien d'autres retiennent aujourd'hui l'attention. On les illustrera à partir du thème sensible et difficile de l'interculturel et l'intégration.

Le premier est le débat sur le politiquement correct. Ses adversaires dénoncent l'usage immodéré d'un lexique qui euphémiserait voire nierait certaines réalités et certains problèmes, empêcherait d'appeler un chat un chat, notamment pour ne pas blesser certaines catégories sociales, sur la base ethnique ou professionnelle par exemple. La récente affaire Trullemans en est une belle illustration. Mais si le refus du politiquement correct ne sert qu'à lâcher sur la place publique rancœurs et simplismes (comme le retour à la peine de mort pour certains délits), sans analyse nuancée de la réalité et sans prise en compte de sa propre responsabilité de personnage public, on ne fait que raviver des émotions et préjugés, sans considération pour les conséquences des propos tenus. Surtout, pour rester centré sur notre propos, on empêche que les problèmes soient correctement posés, ceux notamment de la protection par l'État contre l'intégrisme, des relations entre l'islam et l'intégrisme (qui ne sont évidemment pas synonymes), du hiatus entre le vacarme médiatique de quelques radicalistes et la discrétion de la majorité des musulmans modérés qui peuvent se sentir menacés, de la difficulté des communautés à se rencontrer dans un véritable dialogue et débat, de

la nécessité de construire un islam européen non pas « intégré », mais qui intègre les valeurs de la démocratie, des droits de l'homme, de l'égalité entre les genres et d'une laïcité garante du pluralisme culturel et philosophique¹. L'analyse et la position courageuses de Hassen Chalghoumi, président de la conférence des imans de France, et à qui nous reprenons en partie ces thèmes, est exemplaire à cet égard².

Un second phénomène, surtout florissant en période pré-électorale, qui ne contribue généralement pas à rendre le peuple souverain plus apte à assurer son pouvoir en connaissance de cause, est celui des sondages dans les médias. Le choix même des sujets vise surtout à attirer le chaland, lecteur ou téléspectateur. C'est pourquoi la formulation des questions épouse, sans distance, les catégories de pensée les plus faciles et les plus faussement évidentes, supposées être celles du lecteur ou du téléspectateur moyen, tel que les sondeurs se le représentent. Face à une question comme « Avez-vous le sentiment que les populations d'origine étrangère sont bien intégrées en Belgique³ », le répondant belge moyen pense automatiquement aux populations d'origine arabe et/ou de religion musulmane et comprend l'expression « bien intégrée » comme « partageant les mêmes valeurs et règles de vie que lui ». À cette question, pour l'ensemble du pays, le « mal intégrées » l'emporte nettement, avec 42 %, sur le « parfaitement intégré » ou « plutôt bien intégré » qui ne récoltent ensemble que 20 %⁴. Mais curieusement, le « ni bien, ni mal intégrées » et le « sans avis » récoltent respectivement 30 % et 8 %, score total massif qui témoigne bien de la difficulté de répondre de manière tranchée, surtout si l'on se met à réfléchir un peu. En même temps, ils ne sont que « 10 % à considérer "bien" à "assez bien" réussi le respect par les personnes d'origine étrangère des règles et valeurs de la société belge ». Résultat logiquement faible, mais qui ne fait que confirmer celui de la première question, en l'explicitant un peu mieux. Le même sondage pose bien évidemment l'inévitable question de l'inquiétude face à la montée des radicalismes religieux, avec pour résultat un pourcentage de 77 % d'inquiets. Ce qui est étonnant au regard de la permanence de cette question dans les médias, c'est qu'il reste 23 % de répondants qui ont répondu autre chose ou ne savent que penser. Sans doute forment-ils un conglomerat disparate comportant entre autres des individus qui ne regardent pas la télévision, sont eux-mêmes de fiers radicalistes ou n'ont tout simplement pas le mot « radicalisme » dans leur vocabulaire. Ces sondages sont comme les hitparades qui passent à la radio et dans les émissions de variétés : prétendant rendre compte du succès d'une chanson (ou d'une préoccupa-

1 Voir à ce propos dans *La Revue nouvelle* les dossiers « Laïcités d'aujourd'hui » (septembre 2010) et « Laïcité et féminisme : le malentendu ? » (décembre 2012).

2 Voir *La Libre Belgique* du 7 juin 2013 : « Vous êtes pour la charia, partez ! », entretien avec H. Chalghoumi, réalisé par D. de Meeûs. Voir aussi F. Dasseto, *L'iris et le croissant. Bruxelles et l'islam au défi de la co-inclusion*, Presses universitaires de Louvain, 2011.

3 Sondage Dedicated RTBF/La Libre dont les résultats ont été publiés le 3 juin dernier.

4 Un peu moins nettement à Bruxelles où une partie des répondants est elle-même visée.

tion), ce sont eux qui, pour une large part, forgent ce succès en passant et en repassant les mêmes rengaines. Quant aux indispensables croisements entre variables qui seuls pourraient donner sens aux réponses (à supposer que les questions elles-mêmes en aient), il n'y en a aucun bien entendu. Bref, à quoi joue-t-on ?

Est-il prêt à régner ? La question cent-mille fois posée à propos du désormais roi Philippe devrait être adressée d'abord et surtout au peuple lui-même. Mais celle-là, infiniment plus importante puisqu'il serait bien le véritable souverain, on ne la pose jamais et c'est révélateur. Moins vendable pour les médias, moins intéressante pour certains politiques, elle est aussi moins plaisante pour nos conversations estivales où le bon peuple que nous formons s'épargne lui-même sur le compte de sa tête à claques favorite. Trop facile. ■

Deux numéros de la revue ont récemment été consacrés à la démocratie

- « Pour la démocratie, prendre au sérieux le populisme », septembre 2012 ;
- « On engage experts en démocratie », octobre 2012.